Tribune - Suppression de l'enseignement scientifique au lycée : « Priver nos enfants de sciences de la vie les empêcherait de vivre »

Le ministre de l'Education nationale a évoqué la suppression de l'enseignement scientifique en première et terminale, jugé peu attractif. Marc-André Selosse, professeur du Muséum national d'Histoire naturelle, et David Boudeau, enseignant de SVT, dénoncent une décision qui priverait les jeunes d'outils vitaux pour appréhender les enjeux sanitaires et environnementaux actuels.



Publié le 9 nov. 2026 à 11:45

Face au mouvement des lycéens, le ministre de l'Education nationale Edouard Geffray a envisagé, dans une interview à Thotis le 26 octobre, la « suppression » de l'enseignement scientifique en première et en terminale. Cet enseignement du tronc commun mêle sciences de la vie et de la Terre, physique, chimie et mathématiques, durant deux heures hebdomadaires. Selon le ministre, il aurait « du mal à trouver son public et, en réalité, sa finalité ».

Que la suppression de l'enseignement scientifique réduise les durées d'enseignement, les postes et les frais : sans doute. Mais quant au public et à la finalité, non, Monsieur le ministre ; l'actualité environnementale et sanitaire rend grotesques de telles assertions, qui renient la science au plus haut niveau de l'Etat. La finalité et le public d'un enseignement scientifique sont limpides pour nous, chercheurs, experts et enseignants en sciences du vivant.

La Fédération BioGée qui défend les apports de ces disciplines dans les crises auxquelles se trouvent confrontées la société française et l'Association des Professeurs de Biologie-Géologie qui représente les professeurs de SVT, ont voulu s'en ouvrir dans cette tribune.

Permettre à la génération suivante de mieux gérer sa vie

Notre pays ne sait pas bien manger, ce qui augmente la charge de diabète et d'obésité (6,5 % et 18 % des Français, respectivement). Les résistances aux antibiotiques tuent 5.500 personnes par an selon Santé publique France, tandis que les canicules induites par le changement climatique ont coûté la vie à plus de 8.000 Français l'été passé. La vague antivax progresse. Tout cela déstabilise financièrement notre système de santé.

Permettre à la génération suivante de mieux gérer sa vie, sa mort et ses budgets, voilà la finalité d'un enseignement de science, Monsieur le ministre. Quant au public, ce sont nos jeunes et leur avenir, alors queles cancers des adultes ont augmenté de 80 % en trente ans et que, selon les agences gouvernementales, l'espérance de vie en bonne santé n'augmente plus ces dernières années en France (où l'espérance de vie totale augmente toujours).

Nous sommes inquiets d'une vision qui marginalise les ressorts scientifiques, physiologiques, écologiques et médicaux de nos enfants. Certes, tout n'est pas parfait dans l'enseignement scientifique actuel. D'abord, ses programmes actuels ne sont pas toujours attrayants pour les élèves, c'est en cela qu'ils ont peiné à trouver un public.

Ensuite, conçus pour être mis en oeuvre avec tous les professeurs de sciences, ils sont difficiles à réaliser en raison de conditions d'exercice inadéquates. Sans accès aux laboratoires de sciences le plus souvent, les enseignants ont peiné et expriment aujourd'hui un épuisement. Pour réussir cet enseignement, c'est sur les programmes et les moyens qu'il faut agir au niveau ministériel.

C'est la seule manière de remobiliser élèves et professeurs pour partager une culture scientifique qu'il ne faut surtout pas supprimer purement et simplement...

Un outil vital face à un avenir incertain

Cet enseignement est vital pour les élèves face à un avenir incertain, de leur hygiène et leur vie personnelle à l'approvisionnement et à la stabilité de nos sociétés. Aujourd'hui, l'enseignement actuel de terminale offre 45 % d'enseignements non scientifiques à un lycéen ayant choisi un maximum de spécialités scientifiques : un bon équilibre à cet âge où, les parents le savent, l'orientation reste incertaine. En revanche, en optant pour des spécialités en sciences humaines un lycéen n'aura que 7 % d'enseignement de sciences, ce qui le prive d'un outil vital pour le monde moderne.

Sacrifier ces enseignements serait tout aussi préjudiciable que de supprimer, par exemple, les deux heures hebdomadaires d'histoire-géographie.

Apprendre le vivant dans son environnement physico-chimique est nécessaire à la culture générale de nos jeunes pour comprendre les enjeux scientifiques et planétaires et contribuer, demain, à y apporter des réponses. Sacrifier ces enseignements serait tout aussi préjudiciable que de supprimer, par exemple, les deux heures hebdomadaires d'histoire-géographie. Ce serait de la poudre aux yeux des revendications des élèves, dont ceux-ci seraient les victimes.

Ce sera sans doute au futur gouvernement de s'atteler à revoir les enseignements et les programmes : d'ici là, ne sacrifions pas l'avenir des jeunes pour calmer les lendemains de leurs luttes. L'enseignement de l'environnement et de la santé ne doit pas être une option : il devrait, au contraire, être renforcé !

Marc-André Selosse *est professeur du Muséum national d'Histoire naturelle et à l'Institut universitaire de France ; il préside la Fédération BioGée.*

David Boudeau *est enseignant de SVT au lycée François-Truffaut (Challans en Vendée) ; il est le président de l'association des professeurs de Biologie-Géologie (APBG).*